REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

JEUDI 23 JUILLET 2020 à 20 h 30

Présents : Messieurs LANIER - MUZY - COLLOVRAY - MONTRADE - CORGE -
MERCIER - GIRARD - VERNAY - GIVRE - Mesdames MOREL PIRON -
STREMSDOERFER - GUICHARD - MOYER - CUENCA - PIRON -
LATTARD - MARTY.

Monsieur BOURGEY est représenté par Monsieur GIVRE

Absente non excusée : Madame MOUILLET

ORDRE DU JOUR :

1. Désignation d'un(e) secrétaire de séance
2. Approbation du compte-rendu du Conseil Municipal du 10/07/2020
3. Election d'un deuxième suppléant au syndicat intercommunal d'énergie et de e-communication de l'Ain (SIeA)
4. Election de représentants aux Commissions Administratives Paritaires Locales de la Maison de retraite
5. Election de représentants au Conseil de la Vie Sociale de la Maison de retraite
6. ANTARGAZ : convention terrain pour le stockage propane
7. SIeA : adhésion au groupement de commande achat d'électricité
8. Assainissement : décision modificative n°1 - virement de crédits
9. Cantine scolaire
10. Personnel communal : contrats périscolaires
11. Informations diverses

1. Désignation d'un(e) secrétaire de séance

Il est procédé, conformément aux articles L. 2541-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un(e) secrétaire de séance pris au sein du Conseil.

Mme Claire STREMSDOERFER est élue secrétaire de séance par 18 voix pour.

2. Approbation du compte-rendu du Conseil Municipal du 10/07/2020

Le Conseil Municipal approuve, par 18 voix pour, le compte-rendu du Conseil Municipal du 10/07/2020.

3. Election d'un deuxième suppléant au syndicat intercommunal d'énergie et de e-communication de l'Ain (SIeA)

Monsieur le Maire rappelle la délibération n°2020/29 en date du 10/07/2020 qui désignait un délégué titulaire et un délégué suppléant au Syndicat Intercommunal d'énergie et de e-communication de l'Ain. Il convient cependant de procéder à l'élection d'un deuxième délégué suppléant.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 18 voix pour, **PROCLAME** :

- Madame MOREL PIRON Martine, déléguée suppléante,
au Syndicat Intercommunal d'énergie et de e-communication de l'Ain.

4. Election de représentants aux Commissions Administratives Paritaires Locales de la Maison de retraite

Suite aux élections municipales du 28 juin 2020, Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à procéder à l'élection d'un suppléant aux Commission Administratives Paritaires Locales de la Maison de Retraite « Les Saulaies », outre son Président.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 18 voix pour, **PROCLAME** :

- Monsieur LANIER Marcel, Président,
- Madame GUICHARD Pascale, suppléante,

aux Commissions Administratives Paritaires Locales de la Maison de Retraite « Les Saulaies ».

5. Election de représentants au Conseil de la Vie Sociale de la Maison de retraite

Suite aux élections municipales du 28 juin 2020, Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à procéder à l'élection d'un représentant de la municipalité et d'un suppléant au Conseil de la Vie Sociale de la Maison de Retraite « Les Saulaies ».

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 18 voix pour, **PROCLAME** :

- Madame MARTY Laëtitia, représentante de la municipalité,
- Madame LATTARD Catherine, suppléante,

au Conseil de la Vie Sociale de la Maison de Retraite « Les Saulaies ».

6. ANTARGAZ : convention terrain pour le stockage propane

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'un contrat de concession a été signé entre le Syndicat Intercommunal d'énergie et de e-communication de l'Ain et la société ANTARGAZ ENERGIES pour la distribution publique de gaz propane de notre commune.

La commune doit mettre à disposition du concessionnaire, un terrain, sur lequel seront implantées les installations de stockage de propane.

Il convient d'autoriser Monsieur le Maire à signer une convention qui permettra de définir les conditions auxquelles la commune met à la disposition du concessionnaire un terrain pour le stockage de propane.

Monsieur le Maire fait circuler aux conseillers les plans matérialisant l'implantation de la citerne.

Messieurs Muzy et Collovray précisent qu'il a été demandé à Antargaz d'enterrer ou semi-enterrer la citerne afin de limiter l'impact visuel. Cependant, il n'est pas possible d'enterrer ou semi-enterrer les citernes gaz.

Monsieur Givre fait remarquer, que sur le plan, la citerne est implantée à ras la cage de foot.

Monsieur Muzy lui répond que sur place, la cuve est bien éloignée de la cage de foot.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 18 voix pour :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer une convention qui permettra de définir les conditions auxquelles, et pour toute la durée de la convention de distribution publique de gaz propane, la commune met à la disposition du concessionnaire, un terrain sur lequel pourra être implantés les installations de stockage de propane indispensables au bon fonctionnement de la distribution publique de gaz propane.

7. SIeA : adhésion au groupement de commande achat d'électricité

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que, conformément au Code de l'Energie, les tarifs réglementés de vente d'électricité sont supprimés depuis le 1^{er} janvier 2016, pour les sites ex tarifs « Jaunes » et « Verts » dont la puissance souscrite est supérieure à 36 kVa et au 1^{er} janvier 2021 pour les tarifs « bleus » dont la puissance souscrite est inférieure ou égale à 36 kVa.

Depuis, la loi Energie Climat adoptée et publiée au Journal Officiel du 9 novembre 2019 et ce conformément à la directive européenne du 5 juin 2019 sur les règles communes pour le marché intérieur de l'électricité, organise la fin des Tarifs Réglementés de Vente (TRV) d'électricité pour les consommateurs finaux non domestiques, tarifs correspondants aux contrats de fourniture d'électricité d'une puissance souscrite inférieure ou égale à 36 kVA.

En conséquence, au 1^{er} janvier 2021, seuls les clients domestiques et les clients non domestiques employant moins de 10 personnes et dont le chiffre d'affaires, les recettes ou le total de leur dernier bilan annuel n'excèdent pas 2 millions d'euros, seront encore éligibles aux TRV.

Dans ce contexte, la constitution d'un groupement de commandes est envisagée pour l'achat d'électricité coordonné par le SIeA. Ce groupement est à même d'apporter aux pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices, une réponse à ces nouvelles dispositions réglementaires en leur permettant de se mettre en conformité avec la loi, tout en optimisant leur procédure de mise en concurrence.

Le groupement sera ouvert aux communes et leur CCAS et à tout établissement public du département de l'Ain. Le groupement couvre l'ensemble des contrats des établissements publics, y compris ceux soumis ou pas à une obligation de mise en concurrence dans le cadre des TRV.

Vu le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L2113-6 à L2113-8

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le projet de convention constitutive du groupement de commandes pour l'achat d'électricité et de services associés ci-joint en annexe ;

Le coordonnateur du groupement sera le Syndicat Intercommunal d'Energie et de e-communication de l'Ain (SIeA). Il sera chargé d'organiser, dans le respect du droit des Marchés Publics, l'ensemble des opérations de sélection d'un ou de plusieurs prestataires afin de répondre aux besoins exprimés par les membres du groupement.

Le coordonnateur est également chargé de signer et notifier accords-cadres ou marchés qu'il conclut ; chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant de leur bonne exécution.

En outre, le coordonnateur est chargé de conclure les avenants aux accords-cadres et marchés passés dans le cadre du groupement.

La Commission d'Appel d'Offre de groupement sera celle du SIeA, coordonnateur du groupement.

Oùï cet exposé et le projet de convention correspondante, après en avoir délibéré, le conseil municipal, par 18 voix pour :

- **ACCEPTE** les termes du projet de convention constitutive du groupement de commandes pour l'achat d'électricité et de services associés, annexé à la présente délibération,
- **AUTORISE** l'adhésion de la commune au groupement de commandes à intervenir ayant pour objet l'achat d'électricité et de services associés,
- **AUTORISE** le Maire à signer la convention de groupement, et toutes autres pièces nécessaires,

- **AUTORISE** le représentant du coordonnateur à signer les marchés, accords-cadres et marchés subséquents issus du groupement de commandes pour le compte de la commune de Saint Trivier sur Moignans.

8. Assainissement : décision modificative n°1 - virement de crédits

Monsieur le Maire expose :

La COVID-19 a eu un impact réglementaire sur l'épandage des boues entraînant des surcoûts financiers. Un chaulage par lait de chaux dans les silos est nécessaire.

Le coût des analyses et test d'hygiénisation des boues par ajout de lait de chaux s'élève à 1948.61 € T.T.C., et le chaulage des boues s'élève à 7 266.00 € T.T.C.

Ces coûts engendrés n'étaient bien évidemment pas prévus au budget primitif. Il convient donc d'effectuer un virement de crédits afin de pouvoir régler ces factures à venir.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 18 voix pour :

- **VOTE** les mouvements de crédits suivants, sur le budget assainissement :
 - o Prélèvement sur le compte 2315 « installations, matériel et outillage techniques » : 10 000 €
 - o Augmentation du compte 618 « services extérieurs – divers » : 10 000 €
 - o Mouvement des comptes 021 « virement de la section de fonctionnement » et 023 « virement à la section d'investissement » pour la somme 10 000 €, afin d'équilibrer les sections de fonctionnement et d'investissement.

9. Cantine scolaire

Monsieur le Maire expose :

L'AFREJ (association familles rurales enfance jeunesse) est venue présenter, avant le conseil municipal, son projet de reprise de la gestion administrative de la cantine et de la garderie périscolaire.

Suite à leur présentation, il conviendra de prendre une solution sur le devenir de ces structures, avec ou sans l'AFREJ.

Il rappelle que cette association avait été mandatée par la commune suite à la démission de bénévoles au sein du bureau de la cantine scolaire.

De nouveaux bénévoles seraient prêt à reprendre la cantine, mais souhaiteraient être déchargés des démarches administratives (gestion du personnel...).

La proposition financière présentée par l'AFREJ, en tenant compte d'une reprise de la gestion de la cantine scolaire et de la garderie périscolaire, avec mise à disposition des ATSEM sur le temps de garde de la cantine et sur le temps périscolaire du matin, fait apparaître une subvention globale pour la commune à verser à l'AFREJ, d'un montant de 42 200 €, soit 13200 pour la gestion de la garderie et 29 000 € pour la gestion de la cantine.

L'AFREJ reprendrait les salariés de la cantine et de la garderie (sauf ATSEM qui sont employées par la commune mais qui assureraient les mêmes fonctions).

Monsieur le Maire propose aux conseillers de s'exprimer.

Laëtitia Marty fait remarquer que lorsqu'elle s'est occupée de la cantine, en tant que bénévole pendant 6 ans, il était difficile d'obtenir 10 000 € de subvention et que l'AFREJ présente une subvention à hauteur de 29 000 €. Elle demande si une autre solution ne serait pas envisageable (recrutement d'un gestionnaire ?)

Monsieur le Maire lui répond que c'est une alternative au fait qu'il ne pourrait y avoir aucun service. La situation est la suivante : si demain, il n'y a plus de cantine, que faisons-nous ?

Laëtitia Marty précise que l'AFREJ permet de pérenniser les emplois. Mais si le personnel ne souhaite pas être repris par l'AFREJ, les licenciements économiques ont un coût, et la cantine n'a pas de trésorerie.

La reprise par l'AFREJ est préférable au recours d'un autre prestataire comme SODEXO.

Les frais de gestion de l'AFREJ ne sont pas élevés.

Elle fait part de son retour d'expérience, et précise qu'avec la mise en place d'actions au sein de la cantine, une augmentation du nombre d'enfant avait été constatée. Plus le nombre d'enfant augmente, plus la cantine réalise des bénéfices. Il faudrait attirer plus d'enfants à la cantine.

Mesdames Stremmsdoerfer et Cuenca précisent que s'il y a, actuellement moins d'enfants à la cantine, par rapport à quelques années auparavant, c'est avant tout car il y a moins d'enfants à l'école.

Monsieur le Maire précise que si l'AFREJ reprend la cantine, cela représente un coût supplémentaire annuel pour la commune de 20 000 €. On se doit de répondre à un service.

Laëtitia Marty propose que l'AFREJ gère la cantine, mais, chaque année, faire en sorte que la subvention annuelle n'augmente pas, et que des actions soient mises en place pour réduire la subvention.

Elle suggère qu'un groupe de travail réfléchisse à la proposition de l'AFREJ.

La commission scolaire aura en charge cette réflexion.

Monsieur le Maire propose de se laisser du temps. Il est difficile de mettre en place une telle organisation pour le 1^{er} septembre, et propose d'associer l'AFREJ après les vacances de la Toussaint.

Madame Stremmsdoerfer demande aux conseillers qui est contre l'idée de confier la gestion de la cantine et de la garderie périscolaire à l'AFREJ.

Monsieur le Maire précise qu'il faudrait l'avis de la cantine.

Monsieur Montrade répond également qu'il lui est difficile de donner une réponse ce soir. Il aurait fallu avoir l'avis de la cantine avant que la commune prenne une décision.

En conséquence, il est décidé de reprendre contact avec les bénévoles de la cantine pour qu'ils portent l'association jusqu'aux vacances de la Toussaint. L'AFREJ aura plus de temps pour rencontrer le personnel et procéder à d'éventuels recrutements. Un groupe de travail se constituera dès le mois de septembre.

10. Personnel communal : contrats périscolaires

1^{ère} délibération

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics,

VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant statuts de la Fonction Publique Territoriale, article 3-1^o,

VU l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 en vertu duquel les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ; et que celui-ci doit mentionner sur quel(s) grade(s) et à quel niveau de rémunération il habilite l'autorité à recruter,

CONSIDERANT qu'en raison de la liquidation judiciaire du centre de loisirs utingeois, le service d'accueil périscolaire (garderie) est indispensable pour les familles,

Il y aurait lieu, de créer un emploi pour accroissement temporaire d'activité d'adjoint d'animation à temps incomplet à raison de 20 heures de travail hebdomadaire, et un second emploi pour accroissement temporaire d'activité d'adjoint d'animation à temps incomplet à raison de 8 heures de travail hebdomadaire pour la période du 31 août 2020 au 4 septembre 2020,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 18 voix pour :

- **DECIDE** de créer deux emplois pour accroissement temporaire d'activité d'adjoint d'animation à compter du 31 août 2020 jusqu'au 4 septembre 2020 ;
- **PRECISE** que la durée hebdomadaire des emplois sera de 20 heures pour l'un et 8 heures pour l'autre ;
- **DECIDE** que la rémunération pourra être rattachée à l'échelle indiciaire des adjoints d'animations ;
- **HABILITE** l'autorité à recruter deux agents contractuels pour pourvoir cet emploi.

2ème délibération

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics,

VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant statuts de la Fonction Publique Territoriale, article 3-1°,

VU l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 en vertu duquel les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ; et que celui-ci doit mentionner sur quel(s) grade(s) et à quel niveau de rémunération il habilite l'autorité à recruter,

CONSIDERANT qu'en raison de la liquidation judiciaire du centre de loisirs utingeois, le service d'accueil périscolaire (garderie) est indispensable pour les familles,

Il y aurait lieu, de créer un emploi pour accroissement temporaire d'activité d'adjoint d'animation à temps incomplet à raison de 15 heures de travail hebdomadaire annualisé, et un second emploi pour accroissement temporaire d'activité d'adjoint d'animation à temps incomplet à raison de 6 heures de travail hebdomadaire annualisé pour la période du 5 septembre 2020 au 1^{er} novembre 2020,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 18 voix pour :

- **DECIDE** de créer deux emplois pour accroissement temporaire d'activité d'adjoint d'animation à compter du 5 septembre 2020 jusqu'au 1^{er} novembre 2020 ;
- **PRECISE** que la durée hebdomadaire annualisée des emplois sera de 15 heures pour l'un et 6 heures pour l'autre ;
- **DECIDE** que la rémunération pourra être rattachée à l'échelle indiciaire des adjoints d'animations ;
- **HABILITE** l'autorité à recruter deux agents contractuels pour pourvoir cet emploi.

11. Informations diverses

Consultation travaux voirie 2020

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'une consultation avait été lancée courant juin pour les travaux de voirie 2020. 7 offres ont été reçues. L'analyse des offres nous a été rendu fin juin. Il conviendra de notifier le marché à l'entreprise retenue, EUROVIA, pour la somme de 49 832 € H.T.

Communauté de Communes de la Dombes

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Communauté de Communes de la Dombes a lancé un jeu « opération éco-Dombes » afin de faire revenir sur le territoire les consommateurs. Les communes devraient participer financièrement à cette opération qui s'est déroulée début juillet. Monsieur le Maire a donné son accord de principe. A ce jour, aucune modalité ne nous est parvenue.

Le Cosmos

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il a reçu un gérant du bar « le Cosmos » qui souhaiterait installer sa terrasse sur les jeux de boules, derrière les sanitaires.

Monsieur le Maire lui a répondu que la traversée de route lui paraissait dangereuse.

Monsieur Muzy répond qu'il est interdit de traverser une route départementale pour se rendre à une terrasse.

Madame Marty répond que leur demande est entendable.

Monsieur Muzy précise qu'il n'y a pas de solution.

Madame Guichard demande si leur demande concerne la journée ou la nuit.

Monsieur le Maire comprend leurs difficultés. Cependant, traverser la route départementale est dangereux. De plus, cela va générer des bruits ainsi que des odeurs pour d'autres personnes. Ils ont déjà installé des tables sur les trottoirs, sans droit ni titre, et cela gêne le passage. Si on les autorise à utiliser les jeux de boules, cela va créer un précédent. De plus, le soir, il n'y a pas de lumière.

Madame Marty suggère de leur donner l'autorisation uniquement la journée.

Monsieur Corgé précise qu'en cas de problème, il y aura une recherche de responsabilité.

Monsieur Muzy répond qu'en terme de sécurité, ce n'est pas possible.

Madame Marty précise que si on n'aide pas nos commerces au vue de cette situation particulière, quand allons-nous les aider ?

Monsieur Muzy précise que l'aménagement d'une terrasse est prévu avec l'aménagement du carrefour de la route de Baneins.

Madame Marty demande s'il n'y aurait pas possibilité de créer une déviation juste pour l'été.

Monsieur Muzy répond qu'il s'agit d'une départementale et que ce n'est pas du ressort de la commune.

Monsieur Girard précise que lors de la fête des conscrits, on bloque quelques routes.

Monsieur Muzy précise qu'ils connaissent leur activité en s'installant à cet endroit-là. Ils font pression.

Madame Marty explique qu'il s'agit là d'un problème de distanciation à respecter.

Monsieur Muzy lui répond que cette demande a déjà été faite en mairie avant la COVID-19. Les locaux ne sont pas adaptés à leur activité.

Monsieur Lanier précise que les évacuations de leurs hottes sont mal faites. Il y a eu 3 réunions de médiation avec les voisins, la mairie et la gendarmerie.

Madame Marty demande si on ne pourrait pas les aider à trouver un autre emplacement plus adapté à leur activité.

Madame Guichard demande combien de tables ils souhaitent installer sur les jeux de boules.

Monsieur le Maire lui répond qu'il ne le sait pas.

Centre de permis de conduire – Chatillon

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il a reçu un courrier de Monsieur le Maire de Chatillon qui s'insurge de la suppression du centre de permis de conduire à Chatillon par les services de l'Etat. Monsieur le Maire fera un courrier en ce sens également.

Garage route de Chatillon

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la commission urbanisme s'est réunie pour réfléchir à la proposition de vente du garage ex « DAM'S », route de Chatillon, qui appartient à Madame DESROCHES. Le bâtiment est en vente au prix de 80 000 €. Le bâti représente 650 m² sur une parcelle de 860 m².

Monsieur le Maire a rencontré ce jour, l'Etablissement Public Foncier (EPF) ainsi que SEMCODA et la propriétaire.

Le bâtiment a beaucoup d'amiante. Le sol est également pollué.

L'EPF pourrait être acquérir financièrement ce bâtiment en attendant que la commune réfléchisse à un projet.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal : prenons-nous le risque de ne pas acquérir ce bâtiment et qu'on le laisse partir à un privé ?

L'EPF confirme que ce bâtiment est stratégiquement bien placé.

Semcoda estime le désamiantage à 40 €/m² de toiture.

L'EPF peut négocier le prix de vente.

Monsieur Muzy précise que si on confie l'acquisition du bâtiment à l'EPF, cet organisme a la possibilité d'obtenir des subventions auprès de la Région pour la dépollution.

Monsieur le Maire précise que cet endroit pourrait être aménagé pour un commerce. Il faut rendre à ce quartier un caractère plus agréable.

Monsieur Muzy précise que si on fait porter le dossier par l'EPF, cela nous laisse du temps pour réfléchir à ce que l'on veut y faire.

Madame Lattard précise que la proximité de ce lieu avec les écoles pourrait faire l'objet d'un aménagement du carrefour, avec la possibilité d'arrêt des bus scolaires, d'un parc pour les enfants, par exemple.

Monsieur le Maire répond qu'effectivement, cet endroit amène beaucoup d'idées. Si on fait un parking, l'EPF nous a précisé que nous ne serions pas obligés de dépolluer le sol.

Il ne faut pas laisser partir ce bâtiment.

Monsieur Givre précise qu'une commission « développement local économique » et suggère qu'elle réfléchisse à l'implantation de commerces plutôt que de faire du logement social.

Monsieur le Maire lui répond qu'il n'est pas question de faire du logement social. Semcoda peut être porteur de projets plus « luxueux ».

Monsieur Muzy souhaiterait acquérir ce bâtiment, comme réserve, et réfléchir par la suite à son devenir.

Monsieur Givre fait remarquer que si nous achetons, il faudra bien qu'un projet aboutisse dans les années à venir, et ça aura un coût.

Monsieur le Maire précise qu'aujourd'hui, il ne faut pas prendre le risque de perdre cet endroit. C'est un projet de quartier, de cœur du village.

Monsieur Muzy rappelle que si on achète, on peut également être contacté par un investisseur avec un projet intéressant.

Madame Lattard précise tout de même qu'il est important d'avoir un projet avant de l'acquérir.

Monsieur le Maire souhaite procéder à un vote afin de savoir réellement qui serait d'accord pour acquérir ce bâtiment, par le biais de l'EPF : 15 voix pour et 2 voix contre (Monsieur Givre et Madame Marty).

Commission communication

Madame Morel Piron informe le Conseil Municipal que la commission « communication » se réunira fin août.

Fermeture secrétariat de mairie

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le secrétariat sera exceptionnellement fermé la semaine du 17 au 21 août.

Une secrétaire quitte ses fonctions au 15 août. Une nouvelle secrétaire prendra ses fonctions le 1^{er} septembre.

Réunion conseil municipal

La prochaine réunion de Conseil Municipal se tiendra le jeudi 17 septembre à 20 h 30.

Antargaz fera une présentation au Conseil Municipal, le 17 septembre à 20 h 00, de l'installation du gaz sur la commune en vue de préparer la réunion publique qui aura lieu le 23 septembre à 20 h.

La séance est levée à 23 h 10.